

2007/40

Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2006/49 du 28 juillet 2006 invitant le Forum des Nations Unies sur les forêts à élaborer et à adopter à sa septième session un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts,

1. *Note* que le Forum des Nations Unies sur les forêts, à sa septième session, a adopté un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts;

2. *Réaffirme* le paragraphe 17 de sa résolution 2006/49 dans lequel il a décidé d'envisager les moyens de renforcer le secrétariat du Forum dans les limites des ressources existantes, ainsi qu'en augmentant les ressources volontaires extrabudgétaires, pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions de manière plus efficace, compte tenu du paragraphe 163 b) du Document final du Sommet mondial de 2005⁸;

3. *Fait référence* en particulier aux paragraphes 5 f), 20 et 21 de sa résolution 2006/49 dans lesquels il a invité les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à entreprendre les activités nécessaires pour aider les pays en développement ainsi que les pays en transition à obtenir des fonds nationaux et internationaux additionnels, à harmoniser les mécanismes de suivi, d'évaluation et de rapports et à présenter des rapports de synthèse sur les initiatives et activités du Partenariat.

4. *Recommande* à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution figurant dans l'annexe de la présente résolution à sa soixante-deuxième session;

5. *Invite* le Forum à nouer et à maintenir des liens de coopération avec les accords, instruments et mécanismes multilatéraux appropriés et avec les organes des Nations Unies compétents en matière d'environnement, les organisations, les institutions et les grands groupes internationaux et régionaux concernés afin de faciliter une coopération plus étroite à l'effet de mettre au point un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts;

6. *Décide* d'élaborer et d'examiner, en vue de son adoption à la huitième session du Forum, un mécanisme financier mondial volontaire/une approche par portefeuille/un cadre de financement des forêts pour tous les types de forêts, visant à mobiliser des montants considérablement accrus de ressources financières nouvelles et additionnelles de toutes provenances, sur la base des approches utilisées actuellement et des approches novatrices qui sont mises au point, en tenant également compte des évaluations et révisions des mécanismes financiers en place, pour appuyer une gestion durable des forêts, la réalisation des objectifs d'ensemble relatifs aux forêts et l'application d'un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts;

7. *Décide également* que le Forum devrait, dans le cadre des ressources disponibles, convoquer avant sa huitième session une réunion d'un groupe spécial

⁸ Voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

d'experts à composition non limitée, chargé de formuler des propositions concernant l'élaboration d'un mécanisme financier mondial volontaire, une approche par portefeuille et un cadre de financement des forêts, et invite le Partenariat de collaboration sur les forêts à faciliter la mise au point de ces propositions.

Annexe

Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 2006/49 du Conseil économique et social en date du 28 juillet 2006 qui demande au Forum des Nations Unies sur les forêts d'élaborer et d'adopter à sa septième session un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts,

1. *Décide* d'adopter l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts tels qu'il figure en appendice à la présente résolution;

2. *Invite* les membres des organes directeurs des organisations affiliées au Partenariat de collaboration sur les forêts à soutenir l'application de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, conformément aux mandats de ces organisations et, à cette fin, invite le Forum des Nations Unies sur les forêts à fournir des orientations au Partenariat de collaboration sur les forêts;

3. *Invite* les gouvernements donateurs et les autres pays en mesure de le faire, les institutions financières et autres organisations à verser des contributions financières volontaires au Fonds d'affectation spéciale du Forum des Nations Unies sur les forêts pour lui permettre d'examiner, dans le contexte de son programme de travail pluriannuel, l'application de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et de fournir une assistance aux pays en développement et aux pays en transition aux fins de leur participation aux réunions du Forum;

4. *Décide* que le Forum examinera l'efficacité de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts dans le cadre de l'examen général de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts arrêté par le Conseil économique et social dans sa résolution 2006/49 en date du 28 juillet 2006.

Appendice

Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts

Les États Membres⁹,

Reconnaissant que les forêts et les arbres hors forêt présentent sur les plans économique, social et écologique des avantages multiples et soulignant que la gestion durable des forêts contribue de manière significative au développement durable et à l'élimination de la pauvreté,

Rappelant la Déclaration de principes non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et

⁹ Il s'agit des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts¹⁰, le chapitre 11 d'Action 21¹¹, les propositions d'action du Groupe intergouvernemental/Forum intergouvernemental sur les forêts, les résolutions et décisions du Forum des Nations Unies sur les forêts, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable « Plan d'application de Johannesburg »¹² et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable, le Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement¹³ et les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire; le Document final du Sommet mondial de 2005¹⁴ et les instruments internationaux juridiquement contraignants qui existent déjà en matière de forêts,

Saluant les résultats obtenus par l'Arrangement international sur les forêts depuis sa création par l'adoption de la résolution 2000/35 du 18 octobre 2000, et rappelant la décision du Conseil, dans sa résolution 2006/49 du 28 juillet 2006, de renforcer l'Arrangement international sur les forêts,

Réaffirmant leur attachement à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹⁵, notamment au fait que les États ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'utiliser leurs propres ressources conformément à leurs politiques en matière d'environnement et de développement et la responsabilité de veiller à ce que les activités qui relèvent de leur juridiction ou de leur contrôle ne portent pas atteinte à l'environnement d'autres États ou de régions situées au-delà des limites de leur juridiction nationale, et leur attachement aux responsabilités communes mais différenciées des pays telles qu'elles sont énoncées au Principe 7 de la Déclaration de Rio,

Reconnaissant que la gestion durable des forêts, en tant que concept dynamique et en évolution, vise à maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques de tous les types de forêts, pour le bien des générations présentes et futures,

Préoccupés par la disparition et la dégradation incessantes des forêts ainsi que par la lenteur des efforts de boisement, de remise en état du couvert forestier et de reboisement, de même que par les répercussions dommageables que subissent ainsi l'économie, l'environnement, notamment la diversité biologique, les moyens de subsistance et le patrimoine culturel d'au moins un milliard de personnes, et

¹⁰ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), résolution 1, annexe III.

¹¹ *Ibid.*, annexe II.

¹² *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe, et résolution 2, annexe.

¹³ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

¹⁴ Résolution 60/10 de l'Assemblée générale.

¹⁵ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe 1.

soulignant la nécessité de mettre plus effectivement en œuvre une gestion durable des forêts à tous les niveaux afin de relever ces défis majeurs,

Reconnaissant l'impact du changement climatique sur les forêts et la gestion durable des forêts, ainsi que le rôle joué par les forêts pour faire face aux changements climatiques,

Réaffirmant les besoins spécifiques des pays dotés d'écosystèmes fragiles, y compris ceux des pays n'ayant qu'un faible couvert forestier,

Soulignant la nécessité de renforcer la volonté politique et les efforts collectifs à tous les niveaux, d'inscrire les forêts dans les programmes de développement nationaux et internationaux, d'améliorer la coordination politique nationale et la coopération internationale et d'encourager la coordination intersectorielle à tous les niveaux en vue de mettre effectivement en œuvre une gestion durable de tous les types de forêts,

Soulignant également que la mise en œuvre effective de la gestion durable des forêts dépend largement de l'affectation de ressources adéquates, notamment de moyens de financement ainsi que du développement des capacités et du transfert de technologies respectueuses de l'environnement, et reconnaissant en particulier la nécessité de mobiliser des ressources financières accrues, notamment auprès de sources nouvelles, pour les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays en transition,

Soulignant en outre que la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts est étroitement tributaire d'une bonne gouvernance à tous les niveaux,

Notant qu'aucune des dispositions du présent instrument ne porte atteinte aux droits et obligations des États Membres en vertu du droit international,

Ont pris les engagements ci-après :

I. Objet

1. Le présent instrument a pour objet :

a) De renforcer l'engagement politique et les actions engagées à tous les niveaux pour la mise en œuvre effective d'une gestion durable de tous les types de forêts et la réalisation des objectifs d'ensemble relatifs aux forêts;

b) De renforcer la contribution des forêts à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté et la viabilité écologique;

c) D'offrir une orientation pour l'action nationale et la coopération internationale.

II. Principes

2. Les États Membres devraient respecter les principes ci-après qui s'inspirent de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation

écologiquement viable de tous les types de forêts (Principes relatifs aux forêts)¹⁰ : la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹⁵ :

a) Le présent instrument est d'application volontaire et est juridiquement non contraignant;

b) Chaque État est responsable de la gestion durable de ses forêts et de l'application de son droit forestier;

c) Les grands groupes¹⁶ définis dans l'Action 21¹¹, les communautés locales, les propriétaires de forêts et les autres parties prenantes concernées contribuent à la réalisation d'une gestion durable des forêts et devraient être associés de façon transparente et active à la prise des décisions concernant les forêts qui les concernent, ainsi qu'à l'application d'une gestion durable de la forêt, conformément à leur législation nationale;

d) Une gestion durable des forêts, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition, ne peut se concevoir sans la mobilisation de montants considérablement accrus de ressources financières nouvelles et additionnelles de toutes provenances;

e) Une gestion durable des forêts est tributaire également d'une bonne gouvernance à tous les niveaux;

f) La coopération internationale, notamment l'appui financier, le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'éducation, joue un rôle essentiel de catalyseur en appuyant les efforts déployés par tous les pays, en particulier les pays en développement et les pays en transition, pour réaliser une gestion durable des forêts.

III. Portée

3. Le présent instrument s'applique à tous les types de forêts.

4. La gestion durable des forêts, en tant que concept dynamique et en évolution, vise à maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques de tous les types de forêts, pour le bien des générations présentes et futures.

IV. Objectifs d'ensemble relatifs aux forêts

5. Les États Membres réaffirment leurs objectifs d'ensemble communs relatifs aux forêts et leur intention de s'employer à les réaliser à l'échelle nationale, régionale et mondiale d'ici à 2015 :

Objectif d'ensemble 1

Mettre fin à la réduction du couvert forestier dans le monde en pratiquant une gestion forestière durable, notamment grâce à la protection des forêts, à leur régénération, au boisement et au reboisement, et redoubler d'efforts en vue de prévenir la dégradation des forêts;

¹⁶ L'expression « grands groupes » définie dans l'Action 21 désigne les femmes, les enfants et les jeunes, les populations autochtones et leurs communautés, les organisations non gouvernementales, les autorités locales, les travailleurs et les syndicats, le commerce et l'industrie, les communautés scientifiques et technologiques et les agriculteurs.

Objectif d'ensemble 2

Renforcer les avantages économiques, sociaux et écologiques dérivés des forêts, y compris en améliorant les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts;

Objectif d'ensemble 3

Accroître considérablement la superficie des forêts protégées dans le monde et celle des forêts gérées de façon durable et accroître la proportion des produits forestiers provenant de forêts en gestion durable;

Objectif d'ensemble 4

Inverser la tendance à la baisse de l'aide publique au développement affectée à la gestion durable des forêts et mobiliser des montants considérablement accrus de ressources financières nouvelles et additionnelles de toutes provenances en vue de la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts.

V. Politiques et mesures nationales

6. Pour réaliser l'objectif du présent instrument, et compte tenu des politiques, priorités, conditions et ressources disponibles de chaque pays, les États Membres devraient :

a) Élaborer, mettre en œuvre, publier et, le cas échéant, mettre à jour les programmes forestiers nationaux ou autres stratégies de gestion durable des forêts qui recensent les actions nécessaires et énoncent des mesures, des politiques ou des objectifs spécifiques, en tenant compte des propositions d'action pertinentes du Groupe intergouvernemental sur les forêts et des résolutions du Forum des Nations Unies sur les forêts;

b) Examiner les sept éléments thématiques de gestion durable des forêts¹⁷ qui sont tirés des critères identifiés par les mécanismes existants de la formulation de critères et d'indicateurs, en tant que cadre de référence d'une gestion durable des forêts et, dans ce contexte, recenser, le cas échéant, certains aspects environnementaux et autres relatifs aux forêts dans le cadre de ces éléments à l'examen en tant que critères et indicateurs d'une gestion durable des forêts;

c) Encourager l'utilisation d'outils de gestion pour évaluer l'impact sur l'environnement de projets susceptibles d'entraîner des effets sur les forêts et encourager les bonnes pratiques écologiques pour ces projets;

d) Élaborer et exécuter des politiques qui encouragent une gestion durable des forêts pour fournir une vaste gamme de biens et de services et qui contribuent également à la réduction de la pauvreté et au développement des communautés rurales;

e) Promouvoir une production et un traitement efficaces des produits forestiers, notamment en vue de réduire les déchets et de renforcer le recyclage;

¹⁷ Ces éléments sont les suivants : a) étendue des ressources forestières; b) diversité biologique des forêts; c) santé et vitalité des forêts; d) fonctions productives remplies par les ressources forestières; e) fonctions de protection remplies par les ressources forestières; f) fonctions socioéconomiques des forêts; et g) cadre juridique, politique et institutionnel.

f) Promouvoir la protection et l'utilisation des savoirs et des pratiques forestiers traditionnels en matière de gestion durable des forêts, avec l'approbation et la participation des détenteurs de ces savoirs, et encourager un partage juste et équitable des avantages qui découlent de leur utilisation, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux pertinents;

g) Poursuivre le développement et l'utilisation de critères et d'indicateurs de gestion durable des forêts compatibles avec les priorités et les conditions nationales;

h) Créer un climat propice aux investissements du secteur privé ainsi qu'à la participation et aux investissements des communautés locales et autochtones, des autres utilisateurs des forêts, des propriétaires de forêts et autres parties prenantes concernées, en vue d'une gestion durable des forêts, par le biais d'un dispositif approprié de politiques, d'incitations et de règlements;

i) Élaborer des stratégies financières qui tracent les grandes lignes d'une planification financière à court, moyen et long terme pour parvenir à une gestion durable des forêts en tenant compte des sources de financement publiques, privées et étrangères;

j) Encourager la reconnaissance d'une vaste gamme de valeurs dérivées des biens et des services fournis par tous les types de forêts et par les arbres hors forêt ainsi que des mécanismes reflétant ces valeurs sur le marché, conformément aux lois et politiques nationales pertinentes;

k) Définir et appliquer des mesures permettant d'intensifier la coopération et la coordination des politiques et des programmes intersectoriels entre les divers secteurs qui ont un impact sur la gestion des forêts ou sont concernés par elle, en vue d'intégrer le secteur forestier dans les processus nationaux de prise de décisions et de promouvoir une gestion durable des forêts, notamment en luttant contre les causes sous-jacentes du déboisement et de la dégradation des forêts et en encourageant la conservation des forêts;

l) Intégrer les programmes forestiers nationaux ou autres stratégies de gestion durable des forêts, dont il est question au paragraphe 6 a) du présent instrument, dans les stratégies nationales de développement durable et dans les stratégies et plans d'action nationaux pertinents en vue de la réduction de la pauvreté;

m) Établir ou renforcer des partenariats, notamment des partenariats public-privé et des programmes conjoints avec les parties prenantes pour faire progresser la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts;

n) Examiner et, selon que de besoin, améliorer les législations forestières et en renforcer le respect, et promouvoir la bonne gouvernance à tous les niveaux pour faciliter la gestion durable des forêts, créer un climat propice aux investissements forestiers et combattre et éliminer les pratiques illégales au regard des législations nationales, dans le secteur forestier et les autres secteurs qui y sont liés;

o) Étudier les facteurs qui expliquent la santé et la vitalité des forêts et pallier les menaces dans ce domaine causées par les catastrophes naturelles et les activités de l'homme, notamment les menaces que font peser les incendies, la pollution, les insectes, les maladies et les espèces envahissantes;

p) Créer, mettre en place ou élargir et maintenir des aires forestières protégées, en tenant compte de l'importance que revêt la conservation de forêts

représentatives, par le biais d'une série de mécanismes de conservation actionnés à l'intérieur et à l'extérieur des aires forestières protégées;

q) Évaluer les conditions et l'efficacité de la gestion des aires forestières protégées existantes en vue de recenser les améliorations requises;

r) Renforcer la contribution de la science et de la recherche au progrès de la gestion durable des forêts en intégrant le savoir scientifique dans les politiques et les programmes forestiers;

s) Promouvoir le développement et l'application des innovations scientifiques et technologiques, notamment celles qui peuvent être utilisées par des propriétaires forestiers et des communautés locales et autochtones, pour faire progresser la gestion durable des forêts;

t) Faire mieux comprendre au public l'importance et les bienfaits des forêts et de la gestion durable des forêts, notamment par le biais de programmes de sensibilisation et de l'enseignement;

u) Promouvoir et encourager l'accès à des programmes formels et informels d'enseignement, de vulgarisation et de formation concernant la gestion durable des forêts;

v) Soutenir des programmes d'éducation, de formation et de vulgarisation associant les communautés locales et autochtones ainsi que les travailleurs et propriétaires forestiers, en vue de mettre au point des méthodes de gestion des ressources qui puissent réduire la pression exercée sur les forêts, en particulier sur les écosystèmes fragiles;

w) Promouvoir une participation active et effective des grands groupes, des communautés locales, des propriétaires forestiers et des autres parties prenantes à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des politiques, des mesures et des programmes nationaux relatifs aux forêts;

x) Encourager le secteur privé, les organisations de la société civile et les propriétaires forestiers à élaborer, promouvoir et mettre en œuvre de façon transparente des instruments volontaires, tels que les systèmes de certification forestière volontaire ou autres mécanismes appropriés, en vue de développer et de promouvoir les produits forestiers tirés de forêts faisant l'objet d'une gestion durable, conformément à la législation nationale, et améliorer la transparence des marchés;

y) Faciliter aux ménages, aux petits propriétaires forestiers, aux communautés locales et autochtones tributaires des forêts, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur des aires forestières, l'accès aux ressources forestières et aux marchés pertinents, afin de diversifier les moyens de subsistance et les revenus tirés de la gestion des forêts compatibles avec une gestion durable des forêts.

VI. Coopération internationale et moyens d'exécution

7. Pour réaliser l'objectif du présent instrument, les États Membres devraient :

a) Déployer des efforts concertés en vue d'obtenir un engagement politique au plus haut niveau en faveur du renforcement des moyens d'exécution pour la gestion durable des forêts, en particulier grâce à la fourniture de ressources financières destinées notamment à appuyer les efforts consentis par les pays en développement ainsi que les pays en transition, afin de mobiliser et fournir un

montant sensiblement accru de ressources financières nouvelles et additionnelles, en provenance de sources privées, publiques, nationales et internationales, pour et dans les pays en développement et les pays en transition;

b) Inverser la tendance à la baisse de l'aide publique au développement affectée à la gestion durable des forêts et mobiliser un montant sensiblement accru de ressources financières nouvelles et additionnelles en provenance de toutes sources pour la mise en œuvre de la gestion durable des forêts;

c) Prendre les dispositions voulues pour accorder un rang de priorité plus élevé à la gestion durable des forêts dans les plans nationaux de développement et autres plans, notamment les stratégies de réduction de la pauvreté, afin de faciliter une affectation plus importante de l'aide publique au développement et des ressources financières en provenance d'autres sources au titre de la gestion durable des forêts;

d) Concevoir et appliquer des mesures d'incitation positives, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition, afin de ralentir la réduction du couvert forestier, aider au reboisement, au boisement et à la régénération des forêts, appliquer une gestion durable des forêts et accroître la superficie des aires forestières protégées;

e) Appuyer les efforts déployés par les pays, en particulier les pays en développement et les pays en transition, pour élaborer et appliquer des mesures économiquement, socialement et écologiquement rationnelles qui incitent à la gestion durable des forêts;

f) Renforcer la capacité des pays, en particulier des pays en développement, d'accroître notablement leur production de produits provenant de forêts en gestion durable;

g) Renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale, afin de promouvoir le commerce international des produits forestiers provenant de forêts en gestion durable, conformément à la législation nationale;

h) Renforcer la coopération bilatérale, régionale, internationale pour faire face au trafic international illicite des produits forestiers en favorisant le respect des lois forestières et la bonne gouvernance à tous les niveaux;

i) Renforcer, par le biais d'une coopération bilatérale, régionale et internationale plus étroite, la capacité des pays de lutter de façon efficace contre le trafic illicite des produits forestiers, notamment le bois d'œuvre, la faune et la flore sauvages et d'autres ressources biologiques forestières;

j) Renforcer la capacité des pays de combattre les pratiques forestières illégales, conformément à la législation nationale, notamment le braconnage des espèces sauvages, par la sensibilisation accrue du public, l'éducation, le renforcement des capacités institutionnelles, le transfert de technologies et la coopération technique, la répression des infractions et la mise en place de réseaux d'information;

k) Améliorer et faciliter l'accès à des technologies appropriées, respectueuses de l'environnement et novatrices, au savoir-faire correspondant en matière de gestion durable des forêts et aux techniques efficaces de valorisation des produits forestiers, ainsi que le transfert de ces technologies, savoir-faire et techniques, en particulier dans les pays en développement, pour le bien des collectivités locales et autochtones;

l) Renforcer les mécanismes qui améliorent la mise en commun entre les pays et l'utilisation des meilleures pratiques de gestion durable des forêts, notamment par le biais des technologies de l'information et des communications basées sur des logiciels;

m) Renforcer les capacités nationales et locales conformément à leurs conditions de mise au point et d'adaptation des technologies forestières, y compris les technologies d'utilisation du bois de feu;

n) Promouvoir la coopération technique et scientifique internationale, notamment la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le domaine de la gestion durable des forêts, par le biais des institutions et processus internationaux, régionaux et nationaux appropriés;

o) Renforcer les moyens de recherche et les capacités scientifiques dans le domaine des forêts des pays en développement et des pays en transition, en particulier la capacité des organismes de recherche de donner lieu et d'avoir accès à des données et informations forestières, promouvoir et appuyer les recherches intégrées et interdisciplinaires sur les questions relatives aux forêts et diffuser les résultats de ces recherches;

p) Renforcer la recherche-développement concernant les forêts dans toutes les régions, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition, par le biais d'organisations, d'institutions et de centres d'excellence pertinents et grâce aux réseaux mondiaux, régionaux et sous-régionaux;

q) Renforcer la coopération et les partenariats aux niveaux régional et sous-régional pour promouvoir la gestion durable des forêts;

r) En leur qualité d'États membres des organes directeurs des organisations affiliées au Partenariat de collaboration sur les forêts, veiller à ce que les priorités des programmes forestiers des membres du Partenariat soient intégrées et complémentaires, conformément à leurs mandats, en tenant compte des recommandations politiques pertinentes du Forum des Nations Unies sur les forêts;

s) Appuyer les efforts du Partenariat de collaboration sur les forêts pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives communes.

VII. Suivi, évaluation et établissement des rapports

8. Les États Membres devraient suivre et évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation de l'objectif du présent instrument.

9. Les États Membres devraient présenter, à titre volontaire, en tenant compte de la disponibilité des ressources et des conditions d'établissement de rapports à l'intention d'autres organes ou instruments, des rapports sur les progrès qu'ils ont accomplis en tant que partie intégrante de leurs rapports périodiques à l'intention du Forum des Nations Unies sur les forêts.

VIII. Modalités de travail

Le Forum des Nations Unies sur les forêts devrait examiner, dans le contexte de son programme de travail pluriannuel, la mise en œuvre du présent instrument.